

## Programme

### Droit successoral international

8h30-11h00

#### L'avant-projet de révision du droit suisse des successions internationales

##### Intervenants

- Thomas Mayer, Office fédéral de la justice
- Andrea Bonomi, Professeur Unil
- Florence Guillaume, Professeure Unine
- Gian Paolo Romano, Professeur Unige

##### Thèmes

- Election de for de la part du de cujus
- Nouveautés en matière de professio juris
- Réformes des règles de conflits relatives aux actes à cause de mort
- Clarifications concernant les compétences subsidiaires et le renvoi
- Précisions quant à la loi applicable à l'exécution testamentaire
- Reconnaissance de décisions et actes étrangers

##### Pause café

11h30-12h30

#### Actualités jurisprudentielles suisses et européennes

##### Intervenants

- Julien Perrin, Avocat à Lausanne
- Eva Lein, Professeure Unil

##### Cocktail dînatoire

### Workshop : Les successions franco-suissees, aspects de droit civil et fiscal

13h30-15h00

#### Présentation de quelques aspects du droit civil et fiscal des successions en France

##### Pause café

15h30-17h00

#### Discussion de cas pratiques lors d'une succession franco-suisse

##### Intervenants

- Hugues Fulchiron, Professeur Univ. Lyon 3, Jean Moulin, Président de la section de droit de la famille de la Société de législation comparée
- Marjorie Devisme, Directrice du Centre Notarial de Droit Européen, Lyon
- Caroline Deneuve, Notaire à Paris
- Pascal Julien Saint-Amand, Notaire à Paris
- Philippe Fresard, Avocat et Notaire à Berne
- François Logoz, Avocat à Lausanne

##### Thèmes

- Aspects de droit international privé spécifiques aux cas franco-suissees
- Compétences en matière d'immeubles
- Les SCI : encore utiles ? convient-il de les dissoudre ?
- Actes d'anticipation successorale en droit français (portée résiduelle de la prohibition des pactes successoraux, RAAR, donation-partage, conventions matrimoniales)
- Dispositions particulières en droit français (libéralités graduelles et résiduelles, mandat posthume, mandat pour cause d'incapacité)
- La réserve en droit français et les récentes décisions de la Cour de cassation sur sa non-contrariété avec l'ordre public
- Mise à jour en droit fiscal